

Paul Devin : « Le service public d'éducation est un atout collectif majeur »

Syndicaliste, Paul Devin a été inspecteur de l'Éducation nationale et secrétaire général du SNPI-FSU. Il est actuellement le président de l'Institut de recherches de la FSU.

Quel bilan global faites-vous de l'action de la précédente majorité parlementaire, du gouvernement et du Président réélu, dans le domaine de l'éducation, au sens large, de la maternelle au supérieur ?

Il y a déjà un constat qui s'impose : celui d'une profession épuisée, ne parvenant plus à donner du sens aux demandes qui lui sont faites et s'interrogeant avec inquiétude sur l'avenir de l'école. Rien à voir avec les promesses faites d'une « école de la confiance ». La situation devient critique, les enseignants n'ont jamais autant exprimé leur désir de quitter la profession et le recrutement connaît une situation de plus en plus préoccupante. Et ce ne sont pas les mesures, largement insuffisantes, prises sur le plan des salaires qui vont permettre d'inverser la tendance. Les conditions de travail ont été gravement dégradées par l'autoritarisme d'un ministre qui pense que son seul jugement peut suffire à conduire sa politique, au mépris d'une expression syndicale qui a très tôt alerté des difficultés et des incohérences. La gestion de la crise sanitaire en a été l'exemple le plus aberrant avec sa succession d'injonctions irréalisables, d'ordres et de contre-ordres.

Quant aux réformes menées, elles sont loin d'avoir fait la preuve de leurs intentions annoncées. En tout cas, les promesses d'un effet majeur sur la réussite des élèves ou des étudiants sont restées vaines. Par contre, de la maternelle à l'université, la volonté d'une évolution profonde du système éducatif, celle de l'ouverture du service public à la concurrence des marchés, celle d'une diminution des garanties statutaires, celle d'une transformation des métiers de l'enseignement, a produit ses effets qui nuiront à une plus grande démocratisation de l'accès aux savoirs et aux qualifications. La visibilité de

l'autoritarisme ne doit pas nous faire oublier ces transformations, parfois plus discrètes, qui s'inscrivent dans une logique néolibérale qui préexistait déjà mais qui a nettement progressé pendant ces cinq ans.

En quoi les élections législatives pourraient être l'occasion d'un débat sur les objectifs à donner au système éducatif ?

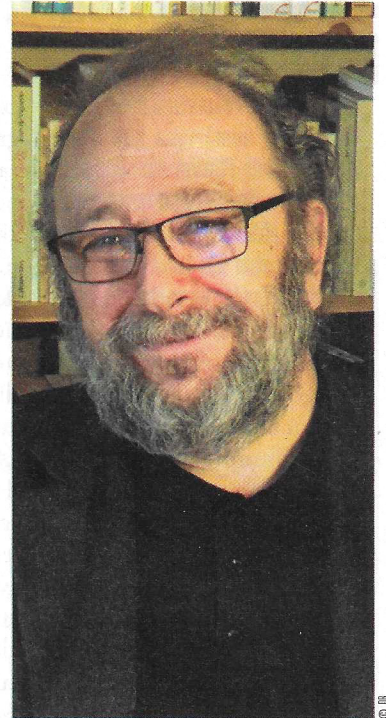
Le débat des élections législatives doit aider l'ensemble de la population à mieux comprendre que le service public d'éducation est un atout collectif majeur. Pour cela, il faut cesser de l'évoquer comme un coût dispendieux et le défendre comme un investissement nécessaire dont l'ensemble des citoyen·nes bénéficient pour l'avenir de leurs enfants.

Personnels enseignants non remplacés, insuffisamment formés, recrutés à la va-vite pour pallier les déficits de recrutement... c'est l'ensemble des citoyen·nes qui pâtira du refus de cet investissement indispensable. Et nous ne sommes pas dans une crise superficielle que le temps suffirait à dépasser. Nous avons besoin de choix déterminés pour que le service public retrouve sa capacité à recruter et à former les enseignants comme à disposer des moyens qui permettent de bonnes conditions d'études pour les élèves. Tout cela passe par un investissement incontournable qui, des salaires aux conditions de travail et au développement des compétences professionnelles, permette à l'école d'assurer ce que la République doit garantir à ses enfants : l'égalité.

Quelles seraient selon vous les inflexions ou les réformes à mener pour un système plus démocratique et plus efficace au regard des besoins sociaux de formation et des objectifs d'émancipation ?

Déjà évoquons les réformes que

« Et nous ne sommes pas dans une crise superficielle que le temps suffirait à dépasser »



nous devons craindre, celles qui remettraient en question le collègue unique, celles qui livreraient la formation professionnelle aux branches patronales. Nous savons qu'elles renforceraient le caractère inégalitaire de notre école en excluant davantage les enfants des milieux populaires. Nous devons nous y opposer.

Pour le reste, est-ce d'une énième réforme dont nous avons besoin ? Ou plutôt d'une vision politique nouvelle de l'école où la promesse d'égalité ne puisse se suffire de discours rhétoriques mais soit contrainte par l'effectivité de ses effets. Notre histoire scolaire a déjà connu des moments où la volonté émancipatrice a guidé les projets politiques pour l'école. Ils sont restés insuffisants pour garantir l'égalité mais ont permis des avancées démocratiques essentielles. Il faut les faire progresser encore pour que chaque citoyen·ne de ce pays puisse bénéficier de la culture commune. Car, plus que jamais face à l'urgence climatique et sociale, notre démocratie nécessite des citoyen·nes libres et éclairés. ♦